

CAP Finistère

23 avril :
1er tour de l'élection
présidentielle !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1184

VENDREDI 21 AVRIL 2017

Dispensé de timbrage BREST CTC

Votez pour !

À Rennes, devant plus de 4000 personnes, le 14 avril, Benoît Hamon a appelé les électeurs à voter pour. Pour un projet cohérent, pour les transitions économiques, démocratiques et européennes.

Cette campagne a été confisquée, a dénoncé Yannick Jadot. Confisquée par les affaires Fillon et Le Pen, confisquée par les attaques contre la presse et les juges. Confisquée par les candidats de « L'amicale du Kremlin » qui reprennent les éléments de langage de l'ambassade de Russie. Dans cette campagne les électeurs sont appelés à voter contre l'Europe, contre les étrangers, contre les médias, contre la gauche...

Marine Le Pen tente de diviser la France et les Français en voulant opposer la France urbaine et la France rurale. Comme si les attentes de tous les Français, quelle que soit la taille de leur commune, n'étaient pas les mêmes : l'emploi, l'éducation, la santé, la culture.

Au contraire, Benoît Hamon appelle à voter pour. Cela signifie regarder le monde tel qu'il est, et non tel qu'il fut ou comme on aimerait qu'il soit, et en tirer toutes les conséquences.

« Je ne serai pas celui qui portera la responsabilité de la dislocation de l'Europe ! », s'est engagé Benoît Hamon au Liberté.

La V^e République est à bout de souffle. Elle a besoin de remettre les citoyens au cœur du processus de décision. C'est pour cette raison que le candidat de la gauche et des écologistes propose le 49.3 citoyen, la reconnaissance du vote blanc ou le droit de vote des étrangers aux élections locales.



Benoît Hamon à Rennes, le 14 avril

Mais la démocratie sociale aussi doit être renforcée et ce n'est certainement pas en supprimant le paritarisme, comme le propose Emmanuel Macron, que cela sera possible.

Les mutations du travail obligent à trouver de nouvelles solutions et arrêter la politique d'allègement du coût du travail ou de dérégulation du code du travail qui ne fonctionnent pas ou qui conduisent à la création d'une classe de travailleurs pauvres comme en Allemagne ou en Grande Bretagne. D'autant que les perspectives, en termes d'automatisation, sont particulièrement inquiétantes et conduiront à des suppressions de postes, même dans des domaines qui pouvaient se croire protégés comme les services ou les transports. C'est pour cette raison que le candidat de gauche propose de taxer les entreprises qui suppriment des emplois pour les remplacer par des robots et de mettre en place un revenu universel d'activité.

Alors que cette campagne est trop souvent une confrontation d'égos : « Je dis "nous" car nous sommes une foule de "je", une intelligence collective. Mon objectif, c'est de vous rendre le pouvoir ! », a conclu Benoît Hamon.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 20/4/2017



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Liberté de la presse

Dans cette campagne, Benoît Hamon fut le seul à respecter la liberté de la presse et à tenir un discours de vérité. Pire, la plupart des autres candidats ont fait des journalistes les bouc-émissaires de leurs turpitudes, allant, comme François Fillon et Marine Le Pen, jusqu'à faire huer des journalistes dans leurs meetings voire à en expulser. Ces intimidations sont intolérables.

Le refus de plusieurs candidats de vouloir participer à un troisième débat télévisé en dit long sur leur volonté de confronter leurs projets.

Et c'est ainsi que se développent des stratégies de campagne basées sur le refus de répondre à des questions ou alors sur la construction de thèses complotistes autour de l'existence d'un supposé « cabinet noir ».

PS29

Chiffre de la semaine

2%

C'est le montant du déficit portugais en 2017, alors qu'il était de 7,4% en 2011 : l'ambition sociale n'est pas contradictoire avec le sérieux budgétaire.

Pour une République inclusive

Dans cette campagne présidentielle, certains candidats misent sur les punchlines ou les effets de tribunes pour se faire remarquer. Benoît Hamon, lui, a fait le choix du sérieux au service d'un programme cohérent.



Jean-Marc Tanguy

Jean-Marc Tanguy, l'un des conseillers du candidat pour les questions de handicap a expliqué, le 8 avril, à la Maison pour tous de Penhars à Quimper, les grandes lignes du projet pour une République bienveillante, accessible et inclusive.

12 millions de Français.es sont en situation de handicap. Cependant, les projets des candidats pour répondre à leurs attentes ne sont pas mis en avant. Benoît Hamon a tenu une conférence de presse de 40 minutes, pour présenter ses 73 propositions, qui n'a quasiment pas été reprise.

« Je peux témoigner que notre candidat ne découvre pas ces enjeux », a insisté Jean-Marc Tanguy. En 2010, Benoît Hamon était en charge de la convention nationale sur l'égalité réelle. À ce titre les sections avaient été sollicitées pour apporter leurs contributions et celle de Quimper s'était fortement investie.

« Ce n'est sûrement pas en baissant les dotations des collectivités qu'on pourra favoriser l'accessibilité. »

La philosophie du projet porté par Benoît Hamon consiste à ne plus considérer le handicap comme un sujet périphérique et à proposer de nouvelles conquêtes de droits, en faisant tout simplement progresser la citoyenneté pour tous. Les personnes en situation de handicap ou leurs parents ne doivent plus se retrouver en situation de quémander perpétuellement la possibilité de vivre, de travailler, de se déplacer, de s'instruire.

C'est pour cette raison que toutes les lois devront intégrer la question de la place des personnes en situation de handicap.

Qu'il s'agisse d'accessibilité, d'éducation ou d'emploi, le projet de Benoît Hamon cherche bien plus à inciter qu'à contraindre.

Pour la scolarisation des enfants en situation de handicap, le quinquennat de François Hollande a permis de grandes avancées. Cependant, il faudra aller plus loin en permettant à chaque enfant de suivre sa scolarité dans de bonnes conditions et aux enseignants de se former.

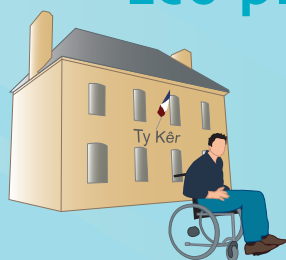
L'accessibilité reste une question majeure qui demandera à la fois l'engagement de moyens financiers importants, mais aussi un travail de persuasion vis-à-vis des collectivités ou des entreprises. À ce titre, Jean-Marc Tanguy a souligné l'incohérence qui consiste « en même temps » à promettre l'accessibilité pour tous et la réduction des moyens des collectivités locales.



Un projet ambitieux

Enfin, dès 2017, l'AAH (Allocation Adulte Handicapé) sera augmentée de 10% pour atteindre environ 900 euros.

Les propositions de Benoît Hamon



Pour l'accès à tout, pour tous

Nous ferons de l'accessibilité universelle, de l'accès à tout pour tous, un des principes de la VI^e République. Territoire par territoire, un grand plan accessibilité 2017-2022 sera réalisé. Les dotations aux collectivités seront maintenues, afin que cette question essentielle ne soit pas une variable d'ajustement.

Pour l'égalité réelle, un corps de contrôle anti-discriminations sera créé, qui garantira l'exercice réel des droits.



Pour l'accès et le maintien dans l'emploi

Pour lutter contre le chômage des personnes en situation de handicap, un plan pluriannuel de soutien à l'emploi en milieu ordinaire, adapté et protégé sera proposé. Il se déclinera sur chaque bassin d'emploi à travers les PRITH (Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés).



Une Éducation inclusive

L'accompagnement des élèves handicapés doit être renforcé en permettant aux personnes actuellement en contrat précaire d'accéder dès la rentrée 2017 à un emploi d'Accompagnants d'Élèves en Situation de Handicap (AESH) pérenne.

Des parcours scolaires sans rupture doivent être garantis, correspondant au choix de l'enfant et de sa famille avec un projet personnalisé de scolarisation et le choix de dispositifs adaptés.

Du réel à l'idéal

Dans cette campagne, Benoît Hamon a repris la formule de Jean Jaurès : il est parti du réel pour aller à l'idéal, a expliqué Isabelle Thomas, le 13 avril, en réunion publique à Quimperlé, devant une centaine de personnes. Aux côtés de Michaël Quernez, Jérôme Le Bigaut, Sylvain Dubreuil et Louis Le Pensec

La députée européenne de l'Ouest, n'a pas caché son inquiétude par rapport à la construction européenne. **« Je suis la première, avec les membres de la délégation française au parlement européen, à dénoncer les dysfonctionnements de l'Union européenne »**, a-t-elle insisté. Le mal dont nous souffrons n'est pas dû à un excès, mais au contraire à un manque d'Europe. Où était-elle pendant la crise de 2008? Lorsque des dizaines de milliers de migrants ont traversé la Méditerranée? Lorsque la Russie a envahi la Crimée?

Cependant, l'Europe doit être réorientée, pas détruite. Et pour cela,

Benoît Hamon apporte une réponse constructive avec la démocratisation de la zone Euro. Avec un Parlement composé de députés nationaux et européens, les politiques menées dans les 19 États de la zone euro seraient enfin légitimes.

Aujourd'hui, la règle de l'unanimité bloque toute réforme. Sans vouloir jeter l'opprobre sur Malte, il faut tout de même reconnaître qu'il n'est pas possible qu'un pays de 200 000 habitants puisse faire échouer, par exemple, le projet de

taxation sur les transactions financières voté pourtant à trois reprises par le Parlement européen. Avec un traité de la zone, il sera possible de prendre des décisions à la majorité et de mettre en place les politiques sociales qu'attendent les salariés européens.

L'Europe n'a jamais été aussi nécessaire face à une Russie agressive et des États-Unis qui se désengagent de notre continent.

L'Europe peut et doit être réformée. Et, devant Louis Le Pensec, qui fut le père de l'Europe bleue, Isabelle Thomas a insisté sur les conséquences désastreuses que pourrait avoir le Brexit sur la pêche bretonne.

Alors que l'Europe est plus que jamais nécessaire, le projet que défend Benoît Hamon est le seul à pouvoir la réconcilier avec ses concitoyens, en la rendant plus démocratique et plus à l'écoute des aspirations des salariés.



Isabelle Thomas à Quimperlé, le 13 avril

Comité de soutien

Le comité de soutien à Benoît Hamon dans le Finistère s'est réuni le 18 avril à Brest. Il a lancé un appel aux électeurs à voter pour le projet de notre candidat.

« Cette élection ne ressemble à aucune autre, vous allez voter dans quelques jours alors que le Brexit a eu lieu, que Monsieur Trump est devenu président des États-Unis, que Monsieur Poutine semble maître du jeu, que le Front National est aux portes du pouvoir et que le terrorisme, qu'il nous faut éradiquer, nous met encore et toujours à l'épreuve.

Le projet de Benoît Hamon est clair et novateur, social, écologique, républicain et européen. Il place le combat pour l'égalité et la justice au cœur de son projet. Là où certains ne donnent pour seul horizon que la destruction de l'État providence, Benoît Hamon fait le choix de porter un État protecteur qui assure



à chacun de vivre dans la dignité. Le Revenu Universel est le nouveau pilier de notre Sécurité Sociale. Dans un contexte de destruction de l'emploi, du fait de la révolution numérique, il permet d'assurer à tous un revenu minimum de 600 euros par mois. Le Revenu Universel repose la question de notre rapport au travail.

à chacun de vivre dans la dignité.

Le Revenu Universel est le nouveau pilier de notre Sécurité Sociale. Dans un contexte de destruction de l'emploi, du fait de la révolution numérique, il permet d'assurer à tous un revenu minimum de 600 euros par mois. Le Revenu Universel repose la question de notre rapport au travail.

Là où certains veulent abaisser l'État et le réduire aux seules questions

régaliennes, Benoît Hamon propose de le renforcer, de le rendre protecteur, d'en faire un pilier commun sur lequel chacun peut s'appuyer et compter. L'urgence écologique n'est pas hypothétique et lointaine : nous y sommes ! Nous ne pouvons plus continuer à produire et consommer comme nous le faisons aujourd'hui. Il est impératif d'opérer une mutation profonde de notre économie et d'accélérer la transition écologique pour ne pas subir demain le renoncement des politiques d'aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons dimanche prochain, à faire le choix de voter Pour : POUR plus d'égalité, POUR plus de pouvoir d'achat, POUR plus de travail, POUR plus d'écologie, POUR une Europe libérée de l'austérité, POUR plus de fraternité, POUR un futur désirable. »

23 avril

8h00 à 19h00 : Premier
tour de l'élection
présidentielle.

Le vrai visage du FN

Pervenche Berès

De sérieux soupçons pèsent sur le financement du FN, explique Pervenche Berès, députée européenne, qui vient de publier une note à la Fondation Jean Jaurès.

Cap Finistère : Peut-on dire que le FN considère le Parlement européen comme « une pompe à fric » ?

Pervenche Berès : Le Front National est arrivé en tête des élections européennes en 2014. Ses élus représentent un tiers de l'ensemble des parlementaires européens français. En juin 2015, le FN a réussi à constituer un groupe politique avec d'autres eurodéputés eurosceptiques et europhobes. Cette situation permet effectivement aux élus frontistes de bénéficier de moyens humains, logistiques et financiers importants.

Cap Finistère : Concrètement comment cela se traduit-il ?

Pervenche Berès : Chaque député dispose d'une enveloppe pour salarier des assistants afin de le soutenir dans son travail parlementaire. Dès le début du mandat, la publication de l'organigramme du parti, a laissé penser que les fonds du Parlement étaient détournés pour rémunérer et former les cadres et les permanents du FN. Suite à une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), le Parlement européen a demandé le remboursement de plusieurs centaines de milliers d'euros pour soupçons d'emplois fictifs à Monsieur et Madame Le Pen, Monsieur Gollnisch mais aussi à Mesdames Montel, Troszchynski et Bilde. Depuis début février, Madame Le Pen voit donc son indemnité parlementaire ainsi que ses indemnités de séjour divisées de moitié et la totalité de son enveloppe des frais généraux supprimée. Et l'enquête se poursuit. De son côté, le Parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour abus de confiance, escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé.

Le parti et la fondation liés au groupe « Europe des nations et des libertés » perçoivent également des subventions de plusieurs millions d'euros chaque année.

Enfin, le Parlement met à disposition des élus de nombreux outils, tels des studios d'enregistrement. Les vidéos qui y sont tournées pour les élus frontistes se retrouvent souvent sur le site du FN comme moyens de propagande anti-UE.

Cap Finistère : Les élus FN ne sont-ils pas aussi les relais de la propagande russe au sein du Parlement européen ?

Pervenche Berès : Au-delà des affaires en cours, c'est bien sur les sujets de fond tels que les affaires étrangères, la sécurité, l'économie, l'agriculture ou encore l'emploi qu'il est important d'observer de près l'activité des élus FN. Effectivement, les relations entre la Russie et le Parti frontiste sont inquiétantes. Un système d'échange de bons procédés semble s'être mis en place entre les eurodéputés FN et l'oligarchie russe. Le Kremlin a gagné un porte-voix au sein de l'institution et le FN plusieurs millions d'euros. Ce sont deux eurodéputés FN qui s'étaient chargés de négocier les deux prêts de 9 et 2 millions d'euros auprès de banques russes. Il est légitime de se poser la question des éventuelles contreparties. Au sein du Parlement, les élus FN s'opposent à toutes les résolutions pouvant nuire aux intérêts du Kremlin. La récente visite de Madame Le Pen à Monsieur Poutine montre une nouvelle fois les liens étroits entre eux et quel modèle de société est source d'inspiration pour les élus frontistes. Vouloir sortir la France de l'Union européenne, et en parallèle intensifier les relations bilatérales avec la Russie au nom de la souveraineté retrouvée, revient à isoler notre pays et à le rendre plus vulnérable face à des pays-continentaux puissants. Afin que la France puisse continuer à jouer un rôle majeur et significatif sur la scène internationale, il convient, à l'inverse de ce que proposent les eurodéputés FN, que la France occupe toute sa place dans la coopération au sein de l'Union en matière de politique étrangère et de défense.

Cap Finistère : Que peuvent faire les autorités européennes pour éviter le dévoiement des règles de financement de groupes politiques ?

Pervenche Berès : Les enquêtes en cours démontrent que le système de contrôle fonctionne correctement. Je m'en félicite. Deux assistants FN sont d'ores et déjà mis en examen, Madame Le Pen refuse de se rendre à la convocation des juges pour être placée sous ce statut. Mais les procédures se poursuivent.

Quant aux financements russes, il serait intéressant que les contrats qui lient le FN aux établissements bancaires russes soient rendus publics, comme l'avait initialement annoncé Madame Le Pen. Les élus socialistes ont également voté pour l'interdiction de financement de partis politiques de l'UE par des puissances étrangères, contrairement, sans surprise, aux élus frontistes.



Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1184 - Vendredi 21 avril 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

